Afrique centrale, l'impossible alternance

Leslie Varenne

03 octobre, 2016
Notes d'analyse

Dans les neuf pays que compte l'Afrique centrale, six élections présidentielles ont été organisées entre mars et août 2016. Seul le vote en République Centrafricaine s'est déroulé dans des conditions acceptables. Même Sao Tomé et Principe, pourtant montré comme un exemple de démocratie, a connu un scrutin agité avec des accusations de fraude. Au Tchad, au Gabon, au Congo Brazzaville, en Guinée équatoriale les pouvoirs en place depuis des décennies ont été reconduits lors de consultations critiquées. La septième élection de l'année, qui devait se dérouler en République Démocratique du Congo en novembre 2016, n'aura pas lieu. C'est pourtant la première fois que les Congolais auraient eu la possibilité de faire entendre leur voix dans les urnes depuis l'indépendance en 1960. Les citoyens de ces pays n'ont jamais autant aspiré à une véritable démocratie qui mettrait fin à un système de gouvernance gangréné par la corruption et le népotisme et par conséquent à leur misère. Les taux élevés de participation aux divers scrutins attestent de cette envie d'alternance. La volonté populaire d'en finir coûte que coûte avec ces Présidences autocratiques expliquent l'intensité des crises pré ou post électorales. Une nouvelle fois, des deux Congo, Brazzaville et Kinshasa, nous parviennent des images de cadavres gisant dans le sang. Insoutenable. Une nouvelle fois, une fois de trop...



Kinshasa manifestation du 19 septembre 2016

Congo Brazzaville : quand c'est fini... ça recommence !

L'élection présidentielle au Congo Brazzaville a eu lieu en mars 2016. Après 32 ans au pouvoir, le Président Denis Sassou Nguesso a fait fi du résultat des urnes et est resté accroché à son fauteuil présidentiel. Il a réussi à se maintenir à la tête de l'Etat en utilisant l'armée, la police et des milices et, malgré les exactions commises, il a bénéficié d'un incompréhensible silence diplomatique et médiatique. Dès le 4 avril 2016, le chef de l'Etat congolais a envoyé son armée pilonner le département du Pool, où les populations lui sont majoritairement hostiles. Le bilan est lourd : entre 2 et 3000 décès, des villages entiers, comme celui de Soumouna, ont été détruits, et environ 30 000 personnes ont été déplacées [1], nombre d'entre-elles se sont réfugiées en forêt et y sont restées de longs mois, sans soutien extérieur. Il paraît à peine imaginable qu'au 21ème siècle une région entière vive un pareil huis-clos. Aucune organisation humanitaire n'a eu accès à cette zone, entièrement quadrillée par les militaires, et n'a donc pu apporter ni soins aux blessés ni aide alimentaire aux enfants carencés. Après des mois cachés en brousse, certains habitants avaient commencé à regagner leurs villages, mais le 30 septembre et le 1er octobre, profitant de toute l'attention portée par la communauté internationale aux événements en RDC, le gouvernement de Brazzaville a relancé les opérations militaires dans le Pool. Sous prétexte de rechercher, l'ancien chef Ninja, le pasteur Ntumi, des obus se sont à nouveau abattus dans le district de Goma Tse Tsé, de Kinkala et de Mindouli. Une vingtaine de morts seraient déjà à déplorer côté civils et 17 côté force publique et miliciens. Ces pertes militaires laissent à penser que ce conflit pourrait dégénérer en guerre civile [2]. Une nouvelle fois, la population fuit et le cortège des déplacés défile dans l'indifférence générale. Combien de temps encore les exactions commises par l'armée et les milices du Président congolais pourront-elles être cachées sous le tapis de la « *communauté internationale* » et des organisations humanitaires ? Combien de temps encore Denis Sassou

Nguesso pourra-t-il rester à la tête d'un Etat qui s'enfonce inexorablement dans une profonde crise militaire, politique, économique et sociale ? Si aujourd'hui, le Président congolais est encore en place, après avoir fraudé les élections, bombardé son peuple et emprisonné les opposants, ce n'est pas à cause du seul mutisme des chancelleries, la raison est également à chercher du côté de la faiblesse des partis de l'opposition. Certes, la répression et les arrestations ne rendent pas le travail des opposants aisé, néanmoins, pendant l'élection présidentielle, ils bénéficiaient d'un large soutien populaire qu'ils n'ont pas su faire fructifier. Par ailleurs, comment comprendre qu'ils aient dénoncé si fortement l'emprisonnement de leurs camarades et si faiblement les bombardements du Pool ?

Le cercle vicieux de la « *démocratie* »

L'impossible alternance en Afrique centrale est aussi à aller chercher du côté de l'asthénie des contestataires. En 1990, lors de son discours de la Baule, François Mitterrand déclare que l'aide de la France sera conditionnée au multipartisme, à la bonne gouvernance, à l'indépendance de la presse et de la magistrature. Message bien compris par les dirigeants de l'époque qui, pour rester dans les clous de cette nouvelle donne et obtenir la « *prime à la démocratie* », fabriquent de toutes pièces journaux et partis dits d'opposition. Le principal dégât collatéral de ce célèbre discours est la naissance d'une véritable culture de la corruption en politique avec son lot « *d'opposants alimentaires* », de petites et grandes combines et autres trahisons. Argent et politique est un sujet inépuisable qui n'est, certes, pas un domaine réservé à l'Afrique ; toutefois les conséquences de cette monétisation dans des Etats jeunes aux institutions faibles sont encore plus délétères. Bien entendu, il existe des hommes et des femmes incorruptibles, mais compte tenu des moyens considérables nécessaires pour créer et faire vivre une structure, la place est réservée à quelques privilégiés qui restent souvent très éloignés de la réalité du quotidien de leurs concitoyens et n'ont aucune culture de la contestation par gros temps. La faiblesse des partis d'opposition est également due à la pauvreté du débat politique, à la perte d'idéologie et de conviction, constatés en Occident depuis le milieu des années 90, phénomènes qui n'épargnent malheureusement pas le continent africain.

Du temps au temps…

La République Démocratique du Congo connaît bien ces problèmes avec ses 418 partis politiques dont de nombreux « *partis mallettes* ». Comme son homologue de l'autre côté du fleuve le Président du Congo Kinshasa ne veut pas partir, il s'est préparé à rester et utilise la police et l'armée pour arriver à ses fins. Lors de la manifestation du 19 septembre 2016, organisée pour dénoncer le report de l'élection présidentielle et partant le non respect de la constitution qui oblige Joseph Kabila à quitter ses fonctions après 15 ans de pouvoir et deux mandats consécutifs, la Garde Républicaine a tiré à balles réelles sur les marcheurs. Selon le ministre de l'Intérieur, il y a eu 17 tués, mais l'UDPS, parti de l'opposition, évoque 80 victimes. Et encore ces chiffres ne prennent pas en compte les décès liés aux multiples exactions des milices diverses et variées qui sévissent quotidiennement dans le pays. En ne convoquant pas l'élection présidentielle le 27 novembre 2016, la Commission Electorale Nationale Indépendante a entériné le « *glissement* » voulu par Joseph Kabila. L'alternance ardemment souhaité par tous les Congolais de Kinshasa n'aura pas lieu, tout au moins pas maintenant. Quand se déroulera-t-elle et quel sera le prix à payer par les Congolais puisque les manifestations sont toujours réprimées de la sorte ? Dans ce pays éminemment stratégique, les pays occidentaux ont mis Joseph Kabila en garde bien avant les événements de ces derniers jours en lui demandant de respecter la constitution. Mais le 19 septembre en ne convoquant pas l'élection, le non respect de la constitution a été acté de fait. L'ONU, l'UE, la France et les USA ont fait part de leurs inquiétudes. Jean Marc Ayrault a déclaré : « *La RDC est au bord de la guerre civile* ». Les US sont passés à l'acte en prenant de nouvelles sanctions contre un général et l'ancien chef de la police. Mais devant la détermination de Joseph Kabila, que peuvent-ils faire ? La « *communauté internationale* », en panne de plan B, compte sur le dialogue, un dialogue pourtant prôné par Joseph Kabila lui-même afin de gagner du temps, jusqu'à quand ?…

Paroles, paroles, paroles…

Au début des années 1990, la mode africaine était aux grandes conférences nationales sensées régler tous les problèmes politiques du pays. La plupart du temps ces grands raouts ont accouché d'une souris, à l'exception de la première grande conférence nationale du Bénin en février 1990. En ce début de 21ème siècle, la tendance est au dialogue et la modernité est encore plus grande si le mot inclusif y est accroché. En RDC, le dialogue qui devrait résoudre les problèmes du pays avec le facilitateur, autre terme très en vogue, Edem Kodjo, désigné par l'Union Africaine, étant dans une impasse, tous cherchent donc des solutions pour contourner l'obstacle. Le ministre des Affaires étrangères belge, Didier Reynders a une idée. Le 19 septembre, à la sortie de l'Assemblée générale des Nations unies, il a déclaré : « *Il faut envisager un nouveau dialogue vraiment inclusif* » et de poursuivre ainsi : « *On peut imaginer que Kodjo termine son dialogue et qu'il ouvre ensuite la voie à un autre facilitateur qui pourrait, lui, réunir vraiment tous les acteurs de la crise congolaise. Saït Djinnit, l'envoyé spécial des Nations unies, pourrait être cet homme. Il connaît le dossier, les acteurs, il représente les Nations unies et n'a pas été exposé par le précédent dialogue.* » Un dialogue pour remplacer le dialogue ? Comme l'exprime succinctement mais très clairement le célèbre gynécologue, Denis Mukwege : « *Un dialogue ne peut pas remplacer la constitution* ». En RDC, le dialogue est dans l'impasse et l'alternance aussi…

A fronts renversés

Au Gabon aussi l'heure est au dialogue après l'élection présidentielle du 27 août dernier. Ali Bongo au pouvoir depuis 2009, successeur de feu son père, el Hadj Omar Bongo, a gagné ce scrutin à un tour avec 50,66% des voix. Son challenger, Jean Ping, ancien Président de la Commission de l'Union Africaine, ne reconnaît pas cette victoire. Qui a gagné ? Qui a perdu ? Compte tenu du très faible écart de voix, difficile de répondre à cette question qui ressemble à s'y méprendre à celle posée lors de l'élection ivoirienne de 2010. Certes les résultats d'Ali Bongo dans son fief de la région du Haut Ogooué où il a obtenu 95% des voix pour 99% de participation laissent songeur. Les résultats de Jean Ping dans certaines régions et quartiers de Libreville questionnent également. La Cour constitutionnelle a tranché, rejeté une grande partie des recours déposés par

l'opposant, et validé la victoire du Président sortant. De son côté, Jean Ping, rejoue à la lettre le scénario Côte d'Ivoire 2010. Tout comme Alassane Ouattara à l'époque, il s'est déclaré vainqueur et a rappelé que le mandat d'Ali Bongo se terminait le 15 octobre. Pour tenter de calmer la crise, ce dernier a proposé un dialogue national tandis que son challenger propose, lui, un dialogue national inclusif... Par ailleurs, l'ancien Président de la Commission de l'Union Africaine appelle à l'ingérence de la communauté internationale mais ne mentionne pas l'ancienne institution pour laquelle il a tant œuvré. Cette attitude tranche avec ses propos tenus dans son excellent ouvrage publié en 2014 ; « *Eclipses sur l'Afrique, fallait-il tuer Kadhafi ?* ». Dans ce livre, il se posait en défenseur du panafricanisme, de la souveraineté des Etats et pourfendait l'attitude des occidentaux qui n'avaient pas daigné prendre en compte les analyses et les messages de l'Union Africaine lors des conflits de 2011 en Côte d'Ivoire et en Libye. En invoquant désormais l'ingérence extérieure, dans chacune de ses déclarations, en affichant ses soutiens tels que les Présidents Denis Sassou Nguesso et Alassane Ouattara ou Robert Bourgi, figure caricaturale de ce que certains appellent la françafrique, Jean Ping a déjà perdu la bataille de l'opinion publique africaine. Pendant ce temps, Ali Bongo profite de ces erreurs stratégiques pour se draper dans les couleurs du panafricanisme... L'ancien diplomate qu'est Jean Ping convoque également les ONG, telle qu'Amnesty international, et la Cour Pénale Internationale (CPI) pour enquêter sur les événements survenus après la déclaration de la victoire d'Ali Bongo. Ces émeutes auraient provoqué officiellement la mort de trois personnes ; l'opposition, elle, revendique entre 50 et 100 victimes. Mais le Président Gabonais a devancé son opposant en demandant lui-même à la CPI d'ouvrir une enquête pour « *incitation à commettre le crime de génocide* ». La procureur de cette institution Fatou Bensouda a immédiatement répondu présente.

Au passage, cette nouvelle affaire gabonaise risque de se révéler kafkaïenne pour la justice internationale. En effet, pour monter ses dossiers auprès de la CPI, Jean Ping a choisi comme avocat, Maître Emmanuel Altit, l'avocat de Laurent Gbagbo à la Haye. Or, l'implication de la Côte d'Ivoire dans le dossier gabonais est patente, des hackers ivoiriens se sont fait arrêtés à Libreville ; Mamadi Diané, proche d'Alassane Ouattara, a fait du lobbying à Washington pour le compte de Jean Ping. Certes, selon ses clients, un avocat peut défendre avec ardeur tout et son contraire : la non ingérence d'un côté et l'ingérence de l'autre. Mais dans le cas présent, la tâche risque de s'avérer très compliquée pour Maître Altit. En effet, prochainement dans le cadre du procès Laurent Gbagbo à la Haye, il va devoir faire subir un contre interrogatoire à un témoin clé du conflit ivoirien de 2011, le Général Mangou, ancien Chef d'Etat Major de Gbagbo mais actuel ambassadeur de Côte d'Ivoire au Gabon et qui a apporté son soutien à Jean Ping. Il n'est pas certain que la Cour apprécie ce qui fleure le conflit d'intérêt. Par ailleurs, le Front Populaire Ivoirien, FPI, parti dont le Président n'est autre que Laurent Gbagbo, a salué la victoire d'Ali Bongo dans un communiqué ! Il n'est pas certain que l'ancien Président ivoirien apprécie le choix de son conseil...

Dans cette nouvelle crise postélectorale tout est sans dessus-dessous : le Président sortant fait figure d'antisystème, l'alternance c'est lui, tandis que l'opposant prend le visage de la « *communauté internationale* » qui, elle, s'est pour l'instant contentée d'acter la victoire d'Ali Bongo. Grande perdante de ce vaudeville à Libreville, la population gabonaise qui ne s'y est pas trompée, le taux de participation a été un des plus faibles d'Afrique centrale avec un petit 60%.

Conclusion

Depuis l'avènement du multipartisme au début des années 1990, presque tous les pays d'Afrique centrale ont conservé les mêmes chefs d'Etat, ou à défaut leurs progénitures, comme au Gabon avec Bongo junior ou en République Démocratique du Congo avec Kabila fils. Deux exceptions cependant, Sao Tomé et Principe et la République Centrafricaine. Mais si ce dernier pays a connu l'alternance, ce n'est pas à cause de l'exemplarité de sa démocratie, mais en raison de coups d'Etats, de conflits meurtriers et de graves crises politiques à répétition.

Si la notion d'alternance est particulièrement peu en vogue dans cette sous-région, en revanche, pour maintenir populations et oppositions sous le boisseau, les répressions en tout genre sont très courues. Outre le maintien de l'ordre violent, souvent à balles réelles, qui s'exerce sur les manifestants à la moindre grève, ou rassemblement non autorisé, les pouvoirs publics ne se privent pas d'autres moyens comme l'arme fiscale, la remise en cause des titres fonciers ou encore les coupures intempestives d'internet et/ou d'accès aux médias étrangers. Ces pratiques quotidiennes ont pour effet de réduire à néant toutes contestations capables d'ébranler la quiétude de ces régimes sur le plan intérieur.

Cependant, rien ne semble définitivement joué au regard des manifestations de plus en plus fréquentes. Comme, par exemple, au Tchad, où la fronde politique larvée après l'élection présidentielle du 10 avril 2010 qui a vu la réélection d'Idriss Déby Itno après 26 ans à la tête de l'Etat, s'est muée en véritable révolte sociale. La situation tchadienne peut se résumer en une phrase : les caisses de l'Etat sont vides, sa dette faramineuse, l'économie tchadienne est atone et le mécontentement est général. Les pays payent généralement très cher les tensions post électorales qui

nuisent gravement à l'économie des Etats. Les investisseurs deviennent frileux et boudent ces contrées peu propices à la stabilité et donc aux affaires. A cela, il faut ajouter la baisse des cours des matières premières que subit cette sous-région et ses conséquences sur le niveau de vie des populations. Ces crises politique et économique risquent, à court terme, d'avoir raison de la paix sociale et la manière forte pourrait ne pas suffire. Toutefois, il faut attendre le 20 décembre, date de la fin constitutionnelle du mandat de Joseph Kabila pour apprécier la situation. L'évolution de l'Afrique centrale se fera en fonction de la RDC et des conséquences des fortes pressions exercées par les Occidentaux sur le pouvoir de Kinshasa.

Les tergiversations actuelles du pouvoir camerounais entre l'organisation anticipée de la présidentielle envisagée pour la fin de cette année et son maintien comme prévu en novembre 2018 tiennent compte de cette nouvelle donne ; car il ne fait plus l'ombre d'un doute que Paul Biya, en dépit de ses 34 ans de pouvoir, aimerait se succéder à lui même.

Les crises sociales sous l'effet conjugué de la baisse des cours des matières premières et des pressions politico économiques de l'UE et des

USA pourront elles se traduire par des révoltes susceptibles de forcer les alternances politiques en Afrique Centrale ? Pour cela, il faudrait que la communauté internationale n'applique plus la politique "*deux poids deux mesures*" en fonction des enjeux stratégiques d'un pays et des intérêts géopolitiques particuliers de chacun de ses Etats. En Afrique francophone, l'opinion publique imagine souvent la main invisible de la France derrière tous ces malheurs, c'est beaucoup prêter à l'ancien colonisateur dont la politique africaine est au mieux illisible voire atone. D'autant que dans ce dossier le gouvernement de François Hollande ne parle pas d'une seule voix, en coulisse, les divergences de vues sont nombreuses entre le Quai d'Orsay, la Défense et Matignon. Les Etats-Unis - qui connaissent les mêmes problèmes entre le Département d'Etat, le Pentagone et la CIA, comme le démontre les derniers événements en Syrie - affichent de plus en plus d'intérêts pour les anciens pays du « *pré-carré français* ». Les peuples d'Afrique centrale sont donc pris en otage par leurs dirigeants à l'instar de ceux du Congo, de la RDC, du Cameroun, pour ne citer qu'eux, et des intérêts géopolitiques. Sauf changement majeur dans un proche avenir, les images insoutenables devraient continuer à nous parvenir…

Leslie Varenne
Directrice de l'IVERIS

[i] L'IVERIS suit le dossier du Congo Brazzaville depuis le mois de mars. L'institut a recueilli de nombreux témoignages en provenance de la région du Pool et les a compulsés. En fonction du nombre d'habitants dans les villes et villages de ce département et ceux qui ont eu le plus grand nombre de déplacés, comme Vincza, Mayama, Goma Tsé Tsé, Soumouna, Mbamou Séminaire et Ntsouélé le chiffre de 25000 apparaît comme le plus juste. A cela, il faut ajouter la fuite des habitants des quartiers sud de Brazzaville, Makélékélé, Bacongo et PK Mfilou. De la même manière, les témoignages recueillis au fil des mois nous permettent d'avancer le chiffre de 2000 à 3000 morts dans cette région du Congo Brazzaville.

[2] Dans un communiqué de presse de la plateforme de l'oppostion Europe FROCAD-IDC- J3M

[v] Ref communiqué Frocad

Downloaded from:
http://iveris.eu/list/notes_danalyse/205-afrique_centrale_limpossible_alternance

© copyright 2016 by Iveris. Tous droits réservés.
Ce site utilise des cookies pour améliorer votre expérience de navigation. **J'accepte**